

## Gérard NEYRAND

### LES RISQUES DU SOUTIEN   LA PARENTALITÉ : LOGIQUE INSTITUTIONNELLE ET MODÈLE MANAGERIAL<sup>1</sup>.

Je remercie l'Udaf du Bas-Rhin de m'avoir invité à intervenir dans sa journée « Accompagner les parents : enjeux et défis pour les associations ». Le thème proposé témoigne du fait que l'accompagnement à la parentalité n'est pas neutre et n'est pas exempté d'interrogations sur sa finalité, la façon de procéder et les risques dont il peut participer en matière de focalisation sur les parents de l'objectif de régulation éducative, et d'évolution des formes de gestion sociale de la parentalité. On peut se demander si parfois une certaine violence symbolique n'est pas en jeu à de multiples niveaux : dans la façon d'envisager les parents en difficulté éducative, dans la façon de répondre à ces difficultés, dans la façon de gérer les interventions, notamment pour les associations issues de la société civile, et, plus globalement, dans la nécessité politique de mettre en œuvre une intervention participant d'une logique néolibérale quelque peu contradictoire avec certains objectifs d'accompagnement, tels que, par exemple, l'a posé la charte des Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents en 1999, lors de leur création...

Il semblerait qu'être parent et s'occuper de parentalité ne soit pas toujours synonyme de nager dans le bonheur. Ce dont il va s'agir aujourd'hui c'est d'essayer d'éclairer la face cachée du soutien à la parentalité, celle qui, malgré les effets d'annonce et les pétitions de principe, ne peut compl tement cacher que, comme tout rapport humain et tout dispositif de gestion, elle est prise dans des rapports de pouvoir et productrice d'une violence qui, pour être masquée n'en est pas moins réelle. Pour cela je vais m'appuyer sur l'analyse réalisée dans mon petit livre *Soutenir et contrôler les parents. Le dispositif de parentalité*, en commençant par rappeler ce que l'on peut entendre par l'idée de « dispositif de parentalité », puis, en essayant de montrer en quoi la gestion de la parentalité qui se structure dès les années 1990 ne peut éviter d'être confrontée à la question du pouvoir, que ce soit en renvoyant la violence de certains jeunes dans l'espace public à la question parentale ou en mettant en œuvre elle-même plusieurs formes de violence dissimulée : celle du néolibéralisme et de son mode de gestion managérial du social, celle du parentalisme et de sa réduction des sujets humains à n'être que les supports d'une fonction éducative parentale, prenant par ailleurs des formes très stéréotypées selon le sexe.

Pour être implicites et dissimulées ces formes de violence s'en sont pas moins réelles, produisant des malaises institutionnels ou des tensions entre l'Etat et la société civile, tout autant que des injonctions paradoxales à l'égard des professionnels, tenus à occuper une position considérée comme inconfortable, celle dite du "cul entre deux chaises"...

#### L'institutionnalisation de la parentalité en dispositif

Un dispositif met en relation, d'une part, un espace et les données matérielles et institutionnelles par rapport auxquelles il va s'élaborer, d'autre part, des acteurs sociaux, utilisant des instruments pour mettre en œuvre une stratégie d'action, au regard d'un objectif qu'ils se sont donné et qui apparaît plus ou moins explicite. Plus le dispositif est localisé, territorialisé, et plus l'objectif devient manifeste ; alors que plus on fait jouer le terme dispositif sur un vaste espace et dans une visée globalisante et plus l'objectif tend à être vague et mal défini, *a fortiori* s'il concerne l'ensemble du territoire national. C'est en ce sens que j'emploie ici le terme de *dispositif de parentalité*, dispositif social qui concerne l'ensemble de la société française et répond à un objectif qui, tout en devenant

---

<sup>1</sup> Cette intervention s'inspire de « Entre soutien et contrôle : la violence masquée du dispositif de parentalité », 11e congrès Parentel "De quelles violences les liens familiaux sont-ils l'occasion?", Brest, 16-17 juin 2016.

une urgence, reste vague, celui de "soutenir" ou "d'accompagner" ceux qu'on appelle les parents. Notons que, dans un premier temps, ce sont les parents qu'il s'agit d'accompagner, puis, dans un deuxième temps, cet objet encore plus indéfini que représente la "parentalité". Ainsi, en 1999 sont crées les Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement *des parents* (Reaap), puis en 2010 le Comité national de soutien à la *parentalité*.

Pour Foucault, le dispositif s'élabore en ce moment où pour la gestion sociale il y a urgence à le formaliser, et pour cela discours et politiques entrent en phase. C'est ce processus que j'identifie à la fin du XXe siècle comme autonomisation de la gestion de la parentalité, et qui met en relation ce qu'il désigne comme le réseau établi entre « *un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions r glementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref : du dit, aussi bien que du non-dit.* »<sup>2</sup>

Ce n'est pas pour autant que la cristallisation se réalise instantanément. Pour ce qui concerne mon propos, elle a suivi au moins trois étapes, que je vais rappeler en essayant de montrer que, quel que soit le moment, la question du pouvoir d'une part, de la violence d'autre part, y sont toujours plus ou moins présentes, bien que de façon fort différente.

### ***Première étape, "révolution anthropologique" et innovations associatives***

Le premier temps de cette mutation débute à la fin des années 1960 et traverse les années 1970 jusqu'au début des années 1980. L'époque a été identifiée comme celle du basculement dans un autre ordre, qui va mettre en oeuvre ce que certains n'hésiteront pas à désigner comme une mutation, ou une révolution, anthropologique. Effectivement, c'est l'époque où brutalement se d institutionnalise la conjugalité, avec la remise en cause du mariage-institution, qui se traduit aussi bien par l'explosion des divorces que par celle des unions libres, où aussi le parental -l'éducation des enfants - devient susceptible d'être dissocié du conjugal - la vie en couple - ; mais c'est aussi l'époque où la pratique sexuelle est dissociée de la conception de l'enfant avec la diffusion des moyens modernes de contraception à partir de la loi Neuwirth de 1967, puis le développement de l'Assistance médicale à la procréation avec la naissance en 1982 du premier bébé éprouvette français, Amandine.

Une nouvelle ère des relations intimes s'est ouverte, et la parentalité s'en trouvera profondément affectée. Il suffit de rappeler que si le taux de divorce se situe aujourd'hui près de 50%, il a déjà dépassé en 1980 les 30%. Le modèle de famille porté par l'évolution sociale et entériné par le droit n'est plus le même. Il s'est pour ainsi dire "démocratisé", mettant en avant l'égalité des sexes et l'autonomie des personnes, aussi bien que la prégnance accordée au sentiment et à l'authenticité affective. Et cela, évidemment, produit des effets complexes, le taux d'activité féminin grimpe en flèche pour avoisiner le taux masculin. Le nouveau modèle promeut le couple à double carrière et non plus la femme au foyer. La demande d'accueil de la petite enfance s'en trouve décuplée<sup>3</sup>, dans une société où vont prendre de plus en plus d'importance les situations monoparentales et les recompositions familiales.

Face à cette situation, qui révèle une certaine fragilisation du rapport parental en même temps qu'une diversification des acteurs éducatifs, la société civile réagit et vont  clorre tout un ensemble d'initiatives associatives, qui participent à la fois du nouvel air du temps et de la volonté de prévenir les conséquences négatives d'une telle évolution, aussi brutale qu'inattendue. Dès le début des années 1970 apparaissent les crèches parentales, qui se fédèrent très vite autour de l'ACEPP (association des collectifs enfants-parents-professionnels), et à la fin des années 1970 les Lieux d'accueil enfants-parents, que ce soit dans leur version travail social communautaire<sup>4</sup> ou dans leur version plus

---

<sup>2</sup> FOUCAULT Michel, « Le jeu de Michel Foucault », *Ornicar? Bulletin périodique du champ freudien*, n 10, juillet 1977 ; repris dans FOUCAULT, *Dits et écrits II*, Paris, Gallimard, 1994, p.299.

<sup>3</sup> NORVEZ Alain, *De la naissance à l' cole. Santé, modes de garde et pr scolarit  dans la France contemporaine*, Paris, INED/PUF, 1990.

<sup>4</sup> ÈME Bernard, *La croisée des liens. Lieux d'accueil enfants-parents de quartier, lien familial et lien social*, Repères, Paris, Fondation de France, 1993.

psychanalytique<sup>5</sup>. L'époque est à la critique du contrôle social, et le milieu associatif exprime sa méfiance à l'égard d'une logique institutionnelle perçue comme porteuse d'une violence plus ou moins masquée. Les propos de Françoise Dolto à l'époque de la création de la Maison verte en 1979, sont à cet égard explicites, et les principes posés, comme l'anonymat des accueillis, sont là pour se déprendre de la logique de contrôle de l'action sociale. « *L'administration, elle voudrait des fiches individuelles. Si un enfant a été vu comme un enfant difficile ou retardé, ils voudraient que ce soit dit à la maternelle. Ils font des fiches qui suivent l'enfant toute sa vie. Cette inquisition policière, justement, nous ne voulons pas la servir.* »<sup>6</sup>

Ces propos pourraient paraître constituer un combat social d'arrière garde, à cette époque où il semble acquis que le contrôle social par les institutions est remis en question<sup>7</sup>, mais le recul historique actuel permet de voir qu'il n'en est rien, car c'est aussi l'époque où l'économie - qui a connu le choc pétrolier de 1974-75 - passe véritablement à un mode de gestion néolibéral, et où la violence économique va trouver à s'affirmer sous une nouvelle forme, celle de la gestion managériale du social. Ce qui à terme provoquera un durcissement des positions quant aux bonnes façons de soutenir les parents...

En parallèle, se sont développées d'autres initiatives concernant la gestion des familles traversées par les conflits liés aux séparations conjugales dont les enfants peuvent souffrir. Inspirées des dispositifs mis en oeuvre en Amérique du nord, la médiation familiale et les points rencontre (qui deviendront espaces rencontre) offrent aux parents en conflit des lieux pour tenter, avec l'aide d'un tiers neutre, d'élaborer une solution satisfaisante quant au maintien du lien de l'enfant à ses parents, que ce soit en se centrant sur la question de la résidence de l'enfant pour la médiation, ou sur la possibilité pour l'enfant de continuer à voir, dans un espace sécurisé, le parent avec lequel il ne vit pas<sup>8</sup>.

Prises ici comme exemple pertinents, ces initiatives n'épuisent pas le sujet et de nombreuses autres voient le jour durant ces années fertiles en innovations (Cantou, régies de quartier, groupes de paroles, Universités populaires de parents...).

### ***Deuxième étape : l'institutionnalisation du soutien***

On pourrait dire que cette étape commence dans les années 1980, et s'affirme dans la décennie suivante. Il s'agit de la progressive reconnaissance par l'Etat et ses institutions de l'intérêt de beaucoup de ces initiatives venues de la société civile, qui vont en quelque sorte aider l'Etat providence des années d'expansion économique à se transformer en ce que Donzelot et Estèbe appellent un Etat animateur<sup>9</sup>, c'est-à-dire un Etat qui va de plus en plus déléguer à la société civile un certain nombre d'actions visant la solidarité ou la prévention. Actions qui concernent au premier chef les personnes fragilisées, aussi bien par la montée de la précarité économique que par l'évolution des mœurs. Il s'agira alors pour l'Etat d'encadrer ou d'inciter au développement de ces actions qui préservent le lien social et sécurisent les familles, et plus particulièrement la parentalité.

En même temps que l'évolution des lois en ce sens, cette réorientation se manifeste tout d'abord par l'action particulièrement exemplaire d'un organisme qui sert de lieu de transition entre la société

---

<sup>5</sup> NEYRAND Gérard, *Sur les pas de la Maison verte. Des lieux d'accueil pour les enfants et leurs parents*, Paris, Syros/Fondation de France, 1995.

<sup>6</sup> DOLTO Françoise, *La cause des enfants*, Paris, Laffont, 1985 (Livre de poche, 1987), p.566.

<sup>7</sup> CASTEL Robert, " De l'intégration sociale à l'éclatement du social : l'émergence, l'apogée et le départ à la retraite du contrôle social ", *Revue Internationale d'Action Communautaire*, n°20-60, 1988.

<sup>8</sup> BASTARD Benoît, CARDIA-VONÈCHE Laura, *Le divorce autrement : la médiation familiale*, Paris, Syros, 1990 ; BABU Annie, BILETTA Isabella, BONNOURE-AUFIERE Pierrette, DAVID-JOUGNEAU Maryvonne, DITCHEV Stéphane, GIROT Alain, MARILLER Noëlle, *Médiation familiale. Regards croisés et perspectives*, Toulouse èrès, 1997 ; DAHAN Jocelyne, de SCHONEN-DESARNAUTS Evangeline, *Se séparer sans se déchirer*, Paris, Robert Laffont, 2000 ; LEFEUVRE Dominique, *Le médiateur familial : quand et pourquoi ?*, Gap, éd. Yves Michel, 2008 ; BEDERE Serge, LAJUS, Madie, SOUROU Benoît, *Rencontrer l'autre parent. Les droits de visite en souffrance*, Toulouse, èrès, 2011.

<sup>9</sup> DONZELOT Jacques, ESTÈBE Philippe, *L'Etat animateur. Essai sur la politique de la ville*, Paris, éd. Esprit, 1994.

civile et l'Etat, de par son statut semi-public même, la Fondation de France. Elle va soutenir le lancement de la plupart de ces innovations associatives. Ce qui sera suivi peu après par l'entrée des institutions dans une logique de soutien à l'égard des innovations jugées pertinentes, se traduisant, par exemple, par la création en 1995 par la Cnaf d'une ligne budgétaire pour financer les lieux d'accueils enfants-parents, ou la promotion par les juges aux affaires familiales de la médiation familiale, parallèlement à la création d'un diplôme d'Etat de médiateur familial...

### ***Troisième étape : la formalisation d'un dispositif de parentalité***

C'est à la fin des années 1990 et dans les années 2000 que l'institutionnalisation se précise et prend de l'importance, contribuant à quelque peu infléchir les objectifs et la démarche antérieure. En effet, les années 1990 représentent un contexte où la précarisation s'amplifie, ce qui favorise sans doute la montée d'un sentiment d'insécurité alors que les actes délictueux ne sont pas plus fréquents<sup>10</sup>. Robert Castel montre bien que la montée d'une insécurité *civile* c'est-à-dire relative aux relations difficiles avec certains membres de la société, est très largement tributaire de l'insécurité *sociale* que favorise la précarisation d'un nombre toujours plus important de personnes<sup>11</sup>, et qui leur interdit de jouir des conditions sociales minimales de leur indépendance. Cette diffusion de la précarité *« conduit à une fragilisation des positions familiales des personnes les plus touchées par cette évolution, ainsi qu'à des réactions considérées comme inciviles d'un certain nombre de leurs rejets. Ces derniers, pris dans des processus de désaffiliation scolaire et sociale, manifestent agressivement leur désespérance sociale. »*<sup>12</sup>

Une des traductions de ce climat social tendu, à une époque qui voit s'enchaîner les cohabitations politiques droite-gauche au sommet de l'Etat, se trouve dans le développement d'un discours imputant, sans autre forme de procès, aux parents d'enfants auteurs de délits ou incivilités une *démission*  ducative fortement vilipend e. Que cette fameuse "démission", qui occulte l'importance des conditions de vie et des rapports sociaux dans la production des difficultés éducatives de certains parents, ne soit nullement mise en évidence par les enquêtes sociologiques importe peu. La grogne s'affirme et cela va précipiter les choses, car le délégué interministériel à la famille du gouvernement socialiste dirigé par Lionel Jospin, Pierre-Louis Rémy, particulièrement *« agacé »* par ce discours, met en place en 1999 les Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents, suivis en 2000 des Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité. Ces nouvelles mesures signent en quelque sorte le début de la mise en réseau et de la coordination des actions de soutien à la parentalité, qui vont être appelées à se développer jusqu'à aujourd'hui.

Sans doute est-il pertinent de rappeler les principes initiaux de cette mise en réseau, tels qu'ils ont été explicités dans la charte des Reaap, car la difficulté ultérieure de leur mise en oeuvre n'est pas sans manifester une certaine violence symbolique<sup>13</sup>   l'égard des parents.

Se démarquant de l'attitude classique d'aide mise en oeuvre par l'action sociale à l'égard des personnes en difficulté, les Reaap posent que tout parent est susceptible d'avoir besoin d'un appui, mais qu'il doit rester l'acteur central de la réponse à sa difficulté. Il s'agit donc d'offrir des moyens pour favoriser leur rôle éducatif, en valorisant "les rôles et compétences des parents" et "la relation entre les parents", tout en permettant la formation des intervenants et l'ouverture à tous des actions et dispositifs. La mise en circulation des connaissances et la mise en réseau des acteurs constituent alors les moyens proposés à la réalisation de tels objectifs. Le développement initial des Reaap va s'inscrire dans cette logique, bien qu'avec de grandes différences selon les territoires départementaux et leur contexte socio-politique.

---

<sup>10</sup> MUCCHIELLI Laurent, " Le contrôle parental du r que de délinquance juvénile ", *Recherches et Prévisions*, Cnaf, n 63, 2001.

<sup>11</sup> CASTEL Robert, *L'insécurité sociale*, Paris, Seuil, 2003.

<sup>12</sup> NEYRAND Gérard, *Soutenir et contrôler les parents*, op. cit., p.93.

<sup>13</sup> La notion de violence symbolique, telle qu'elle a été formalisée par Bourdieu, renvoie à *« tout pouvoir qui parvient à imposer des significations et à les imposer comme légitimes en dissimulant les rapports de force qui sont au fondement de sa force »*. BOURDIEU Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Droz, 1972, p.18.

### 3. Un dispositif travers  par une violence insidieuse

La réponse à la montée du discours sur la démission des parents est donc la création des Reaap, qui visent, entre autres, à contrer cette sur-responsabilisation des parents, rendus responsables de tous les agissements de leurs enfants. Certes le propos n'est pas nouveau, mais il trouve dans les années 2000 l'occasion de s'affirmer.

#### *Le recadrage parental par la prévention de la délinquance*

On sait que la réorientation politique de l'époque est très largement liée à la montée du sentiment d'insécurité et au rejet sur les populations d'origine étrangère de la responsabilité de bien des débordements. Ce qui valut au leader de l'extrême-droite d'être présent au second tour de l'élection présidentielle de 2002. La tendance va être alors au durcissement des positions et à une mise en accusation de plus en plus fréquente des parents d'enfants fauteurs de troubles, y compris au plus haut sommet de l'Etat.

Ce qui va quelque peu infléchir une logique de soutien à la parentalité déjà en prise avec une gestion managériale de plus en plus pressante. En effet, le point d'orgue de ce recadrage se manifeste en 2005, lorsque le ministre de l'Intérieur de l'époque se saisit d'une conclusion très controversée du rapport Inserm sur les troubles de conduite chez les enfants<sup>14</sup>, pour proposer d'inclure dans son projet de loi sur la prévention de la délinquance l'idée qu'il serait possible de la prévenir dès l'âge de 3 ans, en intervenant sur les jeunes enfants agressifs par des reconditionnements ou des médicaments<sup>15</sup>. Une telle proposition ne pouvait que profondément choquer le monde de la clinique, et très rapidement la société civile réagit en constituant le mouvement "Pas de 0 de conduite pour les enfants de 3 ans", dont la pétition internet va recueillir pas moins de 200 000 signatures<sup>16</sup>, et va amener au retrait de cette mesure du projet de la loi qui sera votée en 2007. Toujours est-il que de nombreux rapports et un certain nombre de mesures politiques enfonceront le clou de cette sur-responsabilisation parentale : les Contrats de responsabilité parentale mis en place en 2006, puis les Stages de responsabilité parentale en 2007<sup>17</sup>, par exemple.

Sans entrer dans le détail des mesures, on peut penser que ces tentatives de pénalisation de la responsabilité parentale « *témoignent d'une interprétation erronée de la responsabilité, occultant toute la dimension sociale de la détermination des conduites et de la responsabilité éducative.* »<sup>18</sup> Même si toutes les enquêtes sociologiques montrent l'attachement de quasiment tous les parents à la réussite de leurs enfants, l'idée de *démission parentale* permet de rejeter à bon compte toute la responsabilité sur les parents, sans avoir à prendre en considération deux choses fondamentales. Les capacités éducatives des parents sont tributaires des rapports sociaux dans lesquels ils sont pris et des conditions de vie qui vont avec, et l'éducation des enfants est l'affaire de bien plus que les seuls parents. Des parents au chômage, isolés, vivant dans des logements insalubres et un environnement dégradé, et sans ressources éducatives et culturelles fortes, ne sont pas bien placés pour exercer sereinement leur fonction éducative. Ce d'autant plus que la façon dont les enfants sont socialisés et éduqués doit aujourd'hui beaucoup aux médias, aux modes d'accueil, aux pairs, et plus tardivement à l' cole, dans une société de l'information qui sature l'espace public et les jeunes esprits de messages les plus divers.

C'est bien cela sur-responsabiliser les parents : leur imputer à eux seuls une responsabilité éducative qu'ils partagent de fait avec bien d'autres, et dont la part qu'ils doivent assumer reste

<sup>14</sup> INSERM, *Troubles des conduites chez l'enfant et l'adolescent*, expertise collective, Paris, 2005.

<sup>15</sup> PIGNARRE Philippe, « Ritaline, Concerta... : la vogue dangereuse des "pilules de l'obéissance" », dans NEYRAND Gérard (dir.), *Faut-il avoir peur de nos enfants ? Politiques sécuritaires et enfance*, Paris, La Découverte, 2006.

<sup>16</sup> LE COLLECTIF, *Pas de 0 de conduite pour les enfants de 3 ans !*, Toulouse,  r s, 2006 ; *Enfants turbulents : l'enfer est-il pavé de bonnes préventions ?*  r s, 2008 ; *Les enfants au carré ? Une prévention qui ne tourne pas rond*,  r s, 2011.

<sup>17</sup> Loi du 31 mars 2006 sur l'égalité des chances, et loi du 5 mars 2007 sur la prévention de la délinquance.

<sup>18</sup> NEYRAND Gérard, "Responsables mais pas coupables ?", *Spirale*, n 79, 2016.

largement tributaire de leurs conditions de vie. C'est justement ce contre quoi l'éthique des Reaap, explicitée dans leur charte, voulait lutter, se trouvant dès lors en porte-à-faux avec cette autre conception d'un "soutien" positionné sur le versant répressif de la prévention de la délinquance.

Conscient des tensions provoquées, l'Etat tente de formaliser un compromis en créant en 2010 un comité chargé d'unifier et coordonner les actions, si ce n'est les harmoniser : le Comité national de soutien à la parentalité. Mais d'emblée, l'ambiguïté de cette innovation est révélée par la formule employée par la ministre de la famille, Nadine Morano, rappelant que ce comité et ses expressions départementales visent à « *mieux coordonner les actions d'aide à la parentalité et de prévention de la délinquance des mineurs* ». Ce qui, dans le contexte, reviendrait à résoudre la quadrature du cercle, alors même qu'est manifestée la confusion entre une logique d'aide, qui consiste plutôt à agir à la place des parents, et une logique de soutien, qui, au contraire, les positionne au centre de la réponse...

Les tensions perdurent d'autant plus que cette violence potentielle du dispositif dans la gestion du rapport aux parents se double de plus en plus d'une violence de sa gestion, qui touche d'abord les acteurs de l'intervention, et par contrecoup les parents.

### ***Un modèle managérial de gestion qui pervertit le dispositif***

Depuis leur création, mais surtout depuis 2002, les Reaap, et plus globalement l'ensemble des actions d'accompagnement des parents, ont été soumis à un mode de gestion qui participe de l'affirmation de la logique néolibérale dans les modes de gouvernance, et qui se traduit par une emprise croissante des objectifs de rentabilité et de rationalisation des dépenses. La gestion s'y trouve soumise à un modèle managérial, en termes de flux et de coûts, qui peut difficilement prendre en compte dans l'évaluation des actions leur caractère qualitatif. Cette tendance ne fera que s'affirmer avec la Révision générale des politiques publiques (RGPP) lancée en 2007. Ce virage gestionnaire va accentuer les difficultés rencontrées par les associations et le sentiment de malaise chez les intervenants, jusqu'à la mise en garde réalisée par le président de l'Union nationale des associations familiales (Unaf)   l'occasion de la création du CNSP : « *certaines actions ne bénéficient plus de financement car les financeurs se concentrent de plus en plus sur des actions "objectivables" au détriment d'actions qui reposent sur du "diffus", et qui sont parfois peu quantifiables, alors qu'elles sont réellement utiles et qu'elles engagent des parents bénévoles* ». <sup>19</sup> Cette dérive néolibérale est d'autant plus préoccupante qu'elle paraît quasi-structurelle dans notre système social et semble en mesure de pervertir les objectifs de solidarité tels qu'initialement énoncés par les Reaap. Comme le dit Michel Chauvière, « *trop de gestion tue le social* » <sup>20</sup> !...

Le dispositif de parentalité est donc travers  par des logiques qui mettent en oeuvre une certaine violence, tant à l'égard des parents que des intervenants du soutien, violence qui se retrouve largement masquée par l'affichage des objectifs de bienveillance et bientraitance à l'égard des parents. Mais la plus insidieuse de toutes ces violences réside peut-être dans ces objectifs mêmes. Ce que, pour finir, nous allons aborder.

### ***Des parents réduits à leur fonction parentale***

La caractéristique du dispositif de soutien et d'accompagnement des parents et des actions qui le composent réside dans la volonté annoncée de soutenir les parents avant tout dans leur mission éducative. Cela est clairement explicité dans la charte des Reaap et dans la plupart des discours visant à promouvoir ces actions. C'est à travers l'enfant que le parent est perçu, et essentiellement en tant que chargé d'un devoir d'éducation à son égard. Et ce centrage tend - comme nous l'avons vu - à sur-responsabiliser le parent en réduisant l'éducation à une relation interindividuelle, mais aussi à ne plus concevoir ce parent que sous l'angle de sa fonction d'éducation, lui d niant en quelque sorte sa qualité de sujet psychique aussi bien que d'acteur social. Cette logique véritablement *parentaliste* <sup>21</sup>, dans la

<sup>19</sup> FONDARD F., Allocution à la l'installation du Comité national de soutien à la parentalité.

<sup>20</sup> CHAUVIÈRE Michel, *Trop de gestion tue le social*, Paris, La Découverte, 2007.

<sup>21</sup> BARRÈRE-MAURISSON Marie-Agnès, RIVIER Sabine, « Temps parental, parentalité et "parentalisme" ». A propos des nouvelles pratiques, institutions et régulations en matière de famille », *Matisse*, 2002, <https://halshs.archives->

mesure où elle psychologise à l'excès la démarche d'éducation et où elle ne considère plus l'individu que sous l'angle de sa fonction, peut être à la fois d n gatrice de la dimension sociale de l'éducation, et r fiante à l'égard d'un individu-parent qui n'est plus perçu que comme un support éducatif. La violence ici est particulièrement insidieuse puisque c'est au nom de l'objectif éminemment louable de promouvoir une meilleure situation de l'enfant par le biais de ses parents que ceux-ci risquent de se retrouver d ni s comme sujets et comme acteurs...

On comprend alors à quel point la position de soutien demande de la part des intervenants une véritable élaboration, si l'on veut éviter de tomber dans le piège que la logique néolibérale et la prégnance des approches comportementalistes tendent à l'accompagnement parental. Il ne s'agit pas seulement de s'intéresser aux compétences des parents pour les inciter à les développer, mais il s'agit peut-être surtout de les appréhender comme des individus, ou des personnes, à part entière, insérés dans des rapports sociaux particuliers, et demandant à être pris en compte tant dans la spécificité de leur situation que dans la complexité de leur personnalité.

### *Les nouvelles orientations et perspectives<sup>22</sup>*

Pris dans ces tensions et ces contradictions, l'état a tendu à privilégier une organisation plus structur e et hiérarchisée du soutien à la parentalité dans une perspective à la fois managériale (rentabiliser au mieux les investissements) et interventionniste (désigner en 2014 les Caisses d'allocations familiales (Caf) comme leader et moteur du dispositif). Cette orientation contraste avec le développement initial en rhizome des actions (Deleuze et Guattari, 1980) portées par la société civile et avec les principes sur lesquels la mise en réseau s'était élaborée (Sas-Barondeau, 2014). La position de l'état dans ses efforts n'apparaît pas clairement lisible, car elle est indexée à l'orientation politique des gouvernements successifs. Si l'idée d'une politique de la parentalité et la nécessité de son soutien est demeur e constante, quelle que soient les orientations politiques, les gouvernements qui se sont succédé ont pu manifester des inflexions fortes au sein de cette politique.

Ainsi, les Reaap, lancés par le gouvernement socialiste en 1999, ont vu leurs principes quelque peu réinterprétés dans les années 2002-2012, avec l'affirmation d'une politique impliquant les parents dans la prévention de la délinquance et la création en 2010 du Comité national de soutien à la parentalité (CNSP) intégrant cette orientation. Celle-ci sera quelque peu désavouée à partir de 2012, période à partir de laquelle le CNSP a réduit son activité, ainsi que les comités départementaux – de façon variable selon les orientations politiques des départements. La gouvernance s'est ainsi peu à peu placée à la croisée d'une logique politique générale, celle du soutien à la parentalité, et de logiques plus partisans, celles des conceptions de sa mise en œuvre.

La désignation des Caf comme pilier du dispositif de soutien dans leur Convention d'objectifs et de gestion 2013-2017 vient alors à la fois indiquer une direction, celle du primat de la gestion dans le développement du soutien aux parents, et déplacer le problème, en plaçant les Caf en position d'incertitude par rapport à l'objectif qui leur est explicitement assigné de développer un soutien dont la gouvernance est demeur e jusqu'à récemment peu claire. En d'autres termes, si les moyens sont désormais concentrés entre les mains des Caf, leur administration s'avère des plus délicates compte tenu des difficultés de pilotage que manifeste la situation actuelle.

L'année 2016 a été marquée par des inflexions remarquables. D'une part, la Cnaf a produit une note sur le pilotage de la politique de soutien à la parentalité en juillet<sup>23</sup>. De l'autre, le Haut conseil de la Famille (HCF) a publié, en septembre 2016, un rapport et un avis sur cette politique. Ces deux documents dessinent les principales orientations à venir.

---

ouvertes.fr/halshs-00080601/document ; NEYRAND Gérard, « De l'expert psychologue au parentalisme politique, les apories de la coéducation », *Enfances & Psy*, 52, 2011/3, 28-37.

<sup>22</sup> Ce passage s'inspire de deux écrits : NEYRAND Gérard, « D'une politique de la famille à une politique de la parentalité. L'exemple de la France », *Analele Universit tii Bucuresti*, Anul XVII, n 1, juin 2015, p.19-34 ; MARTIN Claude (dir.), *Accompagner les parents dans leur travail éducatif et de soins. Un  tat de la question*, la Documentation française, 2018.

<sup>23</sup> *Note de la Cnaf de juillet 2016 sur le pilotage de la politique de soutien à la parentalité*. Dep/Dfas, dossier suivi par Pauline Domingo et Dominique Nogu s à destination du HCF. Annexe 18 du rapport du HCF (2016).

Parmi les points importants, notons :

- la modestie de l'investissement public qui est consacré à cette politique, pourtant mise en avant ; mais l'évolution qui se dessine, avec la mise en œuvre de Schémas départementaux de service aux familles (SDSF), est le rapprochement entre un volet parentalité et un volet petite enfance, dont les moyens sont beaucoup plus importants. Par ailleurs, l'orientation consiste aussi à séparer plus nettement la protection de l'enfance et la dimension curative, coercitive, punitive et ciblée sur les parents défaillants, pour privilégier clairement l'orientation préventive et universaliste, même si dans la pratique cet universalisme (soutenir tous les parents) est surtout un universalisme proportionné (soutenir davantage ceux qui en ont le plus besoin).
  - partant du constat des disparités territoriales, le dispositif des schémas départementaux des services aux familles (SDSF) vise à renforcer le maillage territorial (ce qui suppose une mobilisation d'acteurs de terrain et d'institutions locales, au premier rang desquels les collectivités locales qui restent les principaux financeurs) et en développant ce que les textes qualifient de « diagnostic partagé » pour élaborer une offre aussi adaptée que possible. Cette logique de schémas territoriaux prend donc acte du fait que cette politique ne doit pas évoluer vers une gestion directe par les services de l'état ou de la Cnaf ou vers un service public national, qui poserait d'autres défis.
- « *On est actuellement assez loin d'un modèle de "service public national" en matière de soutien à la parentalité* » (apport HCF, p. 29), En cela d'ailleurs, cette politique est en ligne avec d'autres politiques sociales qui donnent une place tout à fait centrale à la co-construction par les acteurs locaux, notamment les associations et organisations non-gouvernementales qui organisent et dispensent une large part de l'offre sur le volet parentalité. Les mots clés habituels de coordination et d'animation sont donc au cœur de cette logique d'action publique territoriale.

Dans cette orientation, le rôle de la Cnaf demeure tout à fait structurant, d'où l'importance de la nouvelle Convention d'objectifs et de gestion 2018-2022 et du modèle des SDSF, pour répondre à ce déficit de ressources à la fois dédiées et surtout pérennes, permettant aux têtes de réseaux à l'échelle locale de ne plus craindre les revirements et les coupes budgétaires qui les fragilisent.

### ***Des effets plus ou moins déstabilisants sur les associations***

Cela a cependant des effets plus ou moins déstabilisants sur les associations, notamment selon les territoires et les types de gouvernance mis en place. Plusieurs questions se posent alors :

- Comment les CAF arrivent-elles à assumer ce nouvel objectif qui leur a été assigné de soutenir la parentalité, et l'approfondissement de celui-ci dans sa liaison avec la politique de l'enfance ? Manifestement, cela a posé question à certaines CAF, et les réponses apportées ne sont pas homogènes... tenant notamment à la place du tissu associatif dans le dispositif.
- Comment l'objectif managérial croissant, qui demande plus d'évaluation quantitative et des critères de rentabilité des investissements, peut-il composer avec l'objectif humaniste et préventif des dispositifs d'accompagnement des parents, caractéristique des actions associatives issues de la société civile, mais aussi de la constitution des Reaap ?... Un des éléments de réponse tient sans doute à la place laissée aux Udaf dans le dispositif.

La aussi, les disparités territoriales sont manifestes.

- Comment dans un tel contexte le secteur associatif peut-il arriver à préserver son rôle de contre-pouvoir, ou au moins de contrepoids face à l'institutionnalisation croissante. C'est l'une des questions que s'est posé le collectif réuni par la Cnaf sous la coordination de Claude Martin, et qui a donné lieu au récent rapport "*Accompagner les parents dans leur travail éducatif et de soin*", disponible en ligne et à la Documentation française.

### **Conclusion :**

L'évolution du dispositif de parentalité depuis les années 1990 pose doublement question :

- d'un côté, son institutionnalisation interroge le type de gouvernance qui peu à peu se met en place (et les Caf, d'un côté, les Udaf, de l'autre, sont particulièrement traversées par ces interrogations) ;
- d'un autre côté, les effets possibles de sa problématisation sur les parents interrogent tout autant (et les intervenants sont de la même façon traversés par des interrogations renvoyant à l' thique).



La violence potentielle du dispositif, si elle n'est pas clairement perçue par tous, est cependant fortement ressentie, et ce n'est pas un hasard si l'Udaf du Bas Rhin nous pose aujourd'hui frontalement cette question...

### **Bibliographie**

- BABU Annie, BILETTA Isabella, BONNOURE-AUFIERE Pierrette, DAVID-JOUGNEAU Maryvonne, DITCHEV Stéphane, GIROT Alain, MARILLER Noëlle, *Médiation familiale. Regards croisés et perspectives*, Toulouse  r s, 1997
- BARRÈRE-MAURISSON Marie-Agnès, RIVIER Sabine, « Temps parental, parentalité et "parentalisme". A propos des nouvelles pratiques, institutions et régulations en matière de famille », *Matisse*, 2002, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00080601/document>
- BASTARD Benoît, CARDIA-VON CHE Laura, *Le divorce autrement : la médiation familiale*, Paris, Syros, 1990 ;
- BEDERE Serge, LAJUS, Madie, SOUROU Benoît, *Rencontrer l'autre parent. Les droits de visite en souffrance*, Toulouse,  r s, 2011.
- BOURDIEU Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Droz, 1972.
- CASTEL Robert, « De l'intégration sociale à l'éclatement du social : l'émergence, l'apogée et le départ à la retraite du contrôle social », *Revue Internationale d'Action Communautaire*, n 20-60, 1988.
- CASTEL Robert, *L'insécurité sociale*, Paris, Seuil, 2003.
- CHAUVIÈRE Michel, *Trop de gestion, tue le social*, Paris, La Découverte, 2007.
- DAHAN Jocelyne, de SCHONEN-DESARNAUTS Evangeline, *Se séparer sans se déchirer*, Paris, Robert Laffont, 2000
- DOLTO Françoise, *La cause des enfants*, Paris, Laffont, 1985 (Livre de poche, 1987).
- DONZELOT Jacques, ESTÈBE Philippe , *L'Etat animateur. Essai sur la politique de la ville*, Paris,  d. Esprit, 1994.
-  ME Bernard, *La croisée des liens. Lieux d'accueil enfants-parents de quartier, lien familial et lien social*, Repères, Paris, Fondation de France, 1993.
- FONDARD F., Allocution à la l'installation du Comité national de soutien à la parentalité.
- FOUCAULT Michel, « Le jeu de Michel Foucault », *Ornicar? Bulletin périodique du champ freudien*, n 10, juillet 1977 ; repris dans FOUCAULT, *Dits et écrits II*, Paris, Gallimard, 1994, p.299.
- FOUCAULT Michel, *Histoire de la sexualité. I. La volonté de savoir*, Paris, nrf Gallimard, 1976.
- INSERM, *Troubles des conduites chez l'enfant et l'adolescent*, expertise collective, Paris, 2005.
- LE COLLECTIF, *Pas de 0 de conduite pour les enfants de 3 ans !*, Toulouse,  r s, 2006 ; *Enfants turbulents : l'enfer est-il pavé de bonnes préventions ?*  r s, 2008 ; *Les enfants au carré ? Une prévention qui ne tourne pas rond*,  r s, 2011.
- LEFEUVRE Dominique, *Le médiateur familial : quand et pourquoi ?*, Gap,  d. Yves Michel, 2008
- MUCCHIELLI Laurent, « Le contrôle parental du riq e de délinquance juvénile », *Recherches et Prévisions*, Cnaf, n 63, 2001.
- NEYRAND Gérard, *Sur les pas de la Maison verte. Des lieux d'accueil pour les enfants et leurs parents*, Paris, Syros/Fondation de France, 1995.
- NEYRAND Gérard, « De l'expert psychologue au parentalisme politique, les apories de la coéducation », *Enfances & Psy*, 52, 2011/3, 28-37.
- NEYRAND Gérard, *Soutenir et contrôler les parents. Le dispositif de parentalité*, Toulouse,  r s, 2011 (3   d. 2014).
- NEYRAND Gérard, "Responsables mais pas coupables ?", *Spirale*, n 79, 2016.
- NEYRAND Gérard, *L'amour individualiste. Comment le couple peut-il survivre ?* Toulouse,  r s, 2018.
- NORVEZ Alain, *De la naissance à l' cole. Santé, modes de garde et pr scolarit  dans la France contemporaine*, Paris, INED/PUF, 1990.
- PIGNARRE Philippe, « Ritaline, Concerta... : la vogue dangereuse des "pilules de l'obéissance" », dans NEYRAND Gérard (dir.), *Faut-il avoir peur de nos enfants ? Politiques sécuritaires et enfance*, Paris, La Découverte, 2006.